

Pour diffusion immédiate

Also available in English

EXPANSION MONDIALE DE LA CAMPAGNE POUR L'« ACCÈS UNIVERSEL » AUX MÉDICAMENTS *Les efforts pour une réforme du Régime canadien d'accès aux médicaments s'intensifient, au Canada et à l'étranger*

TORONTO : Le 24 mars 2010 — Le Réseau juridique canadien VIH/sida se joint à un mouvement mondial d'experts en droit et en commerce international, d'activistes et d'étudiants, de groupes de grands-mères ainsi que de syndicats. Ensemble, ils exhortent le gouvernement canadien à mettre à contribution son leadership actuel pour élargir l'accès aux médicaments contre le sida et pour d'autres besoins de santé publique dans les pays en développement, notamment en adoptant le Projet de loi C-393, qui propose de simplifier le Régime canadien d'accès aux médicaments (RCAM).

« Le Canada est en position stratégique pour exercer un leadership judicieux », souligne Richard Elliott, directeur général du Réseau juridique, « en particulier depuis que le premier ministre Harper a affirmé que le Canada entend promouvoir des mesures pour améliorer la santé des mères et enfants ».

M. Elliott note que le Canada sera l'hôte de plusieurs importantes rencontres au cours des prochains jours et mois : ministres des Affaires étrangères des pays du G20 (Ottawa, 29-30 mars); ministres du Développement international (Halifax, 26-28 avril); Sommet du G8 (près de Huntsville, Ontario, 25-26 juin); et Sommet du G20 (Toronto, 26-27 juin). De plus, le Canada est attendu aux réunions prochaines pour la reconstitution financière du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, mais il n'a affiché jusqu'ici aucun engagement à un financement continu. Le Fonds mondial est une initiative multilatérale du G8 qui a contribué à l'expansion des services de prévention du VIH ainsi que de l'accès aux médicaments dans le monde en développement, contre les trois maladies relevant de son mandat.

La campagne de plaidoyer pour un accès élargi à des médicaments plus abordables a récemment pris de l'élan, au Canada et dans plus de 20 pays d'Afrique. L'Organisation régionale pour l'Afrique de la Confédération syndicale internationale a invité ses membres à se mobiliser et à écrire aux ambassades canadiennes, au même moment où le Congrès du travail du Canada lance une campagne de cartes électroniques, donne une conférence de presse nationale et prévoit des rencontres avec des député-es, à l'appui

de progrès vers le but de l'« accès universel » qu'avaient adopté les pays du G8 lors de leur sommet de 2005.

Aujourd'hui, à Montréal, des étudiants et d'autres membres de la communauté se rassembleront devant le bureau de leur député local, Marc Garneau, porte-parole libéral en matière d'industrie, pour l'exhorter à appuyer le Projet de loi C-393. Des actions de visibilité sont aussi prévues à l'Université Simon Fraser de Vancouver, à l'Université de Toronto et à l'Université Dalhousie de Halifax.

« Le Parlement a l'occasion d'adopter le Projet de loi C-393, qui serait une victoire pour tous », a expliqué M. Elliott. « Ce serait une victoire pour les patients dans les pays en développement, qui ont besoin de médicaments; une victoire pour les fabricants canadiens de médicaments génériques, qui pourront fournir ces médicaments; une victoire pour les sociétés pharmaceutiques de marque, qui toucheraient des redevances; et une victoire pour le Canada en termes de renommée internationale — tout cela sans aucun coût pour les contribuables canadiens. »

Le Projet de loi C-393, émanant d'une députée et visant la réforme du RCAM, a franchi l'étape de la deuxième lecture à la Chambre des communes en décembre dernier; il est à présent examiné par le Comité de l'industrie. Depuis sa création il y a près de six ans, le RCAM n'a permis la livraison que d'un seul médicament anti-VIH, à un seul pays.

Des propositions pour rectifier le RCAM ont été appuyées par 59 éminents Canadiens, notamment l'ancien premier ministre Paul Martin, l'ancien gouverneur général de l'Ontario James Bartleman, l'ancien envoyé spécial de l'ONU pour le sida en Afrique Stephen Lewis, l'ex-président de Médecins Sans Frontières D' James Orbinski, la leader artistique Karen Kain, le militant environnemental David Suzuki et l'écrivaine Sally Armstrong. En décembre, ces personnalités ont écrit une lettre ouverte enjoignant les parlementaires de réformer le RCAM.

Leur appel fait écho à l'opinion de 80 % des Canadiens et Canadiennes qui se sont dit en faveur des principaux changements proposés par le Projet de loi C-393, dans un sondage d'opinion publique réalisé par le cabinet Pollara pour le Réseau juridique canadien VIH/sida, Carrefour canadien international et UNICEF Canada.

La lettre ouverte, les résultats complets du sondage ainsi que d'autres renseignements de fond sont accessibles à www.aidslaw.ca/rcam.

Au sujet du Réseau juridique canadien VIH/sida

Le Réseau juridique canadien VIH/sida (www.aidslaw.ca) œuvre à la promotion des droits humains des personnes vivant avec le VIH/sida ou vulnérables au VIH, au Canada et dans le monde, par ses travaux de recherche, d'analyse juridique et des politiques, d'éducation et de mobilisation communautaire. Le Réseau juridique est l'organisme chef de file au Canada sur les enjeux juridiques et de droits de la personne liés au VIH/sida.

Pour de plus amples renseignements et pour entrevues :

Gilles Marchildon
Réseau juridique canadien VIH/sida
+1 416 595-1666 (poste 228)
Cellu. : +1 647 248-2400
gmarchildon@aidslaw.ca